

# Ramtane Lamamra: «il faut aller vers le dialogue inter-malien»

Christophe Boisbouvier

Une première table ronde à Alger, dans la première quinzaine de juillet, entre le gouvernement malien et les groupes armés du nord du Mali, c'est ce qu'annonce ce mercredi 25 juin 2014 sur RFI le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra. Depuis hier, Ramtane Lamamra est à Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale où il assiste aux travaux préparatoires du 23e sommet de l'Union africaine (UA). Il répond à Christophe Boisbouvier, l'un de nos envoyés spéciaux en Guinée équatoriale.

**RFI: Après les affrontements meurtriers de Kidal le mois dernier, est-ce que le nord du Mali n'est pas revenu à la case départ ?**

**Ramtane Lamamra :** Non, je ne crois pas. Il s'agit d'incidents regrettables puisqu'il y a eu morts d'hommes, mais nous sommes en train de dépasser les séquelles de cette confrontation de Kidal dans le nord du Mali.

**Est-ce que le Premier ministre malien Moussa Mara n'a pas commis une imprudence en se rendant dès le 17 mai à Kidal ?**

Quand on gouverne, on prend des risques. La situation qui est née de cette visite a produit les effets que vous connaissez. Aujourd'hui il faut aller rapidement vers le dialogue inter-malien, c'est à cela que nous nous attachons en Algérie.

**Est-ce que l'Algérie peut faciliter ce dialogue en accueillant peut-être une conférence à Alger ?**

Le fait est que l'accord qui se dessine tend à ce qu'il y ait différentes phases de négociations substantielles, mais qu'en tout état de cause, la phase ultime devrait avoir lieu au Mali même comme couronnement de tous ces efforts.

**C'est ça, on pourrait avoir une première table ronde, pourquoi pas à Alger?**

Non, c'est Alger qui est décidée. Nous ne sommes pas dans la spéculation. Nous avons décidé qu'en juillet, une première phase du dialogue inter-malien aura lieu à Alger.

## **Entre les groupes armés du nord et le gouvernement de Bamako ?**

Oui. Nous et quelques autres : Les Nations unies sont là, la Cédéao [Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest], le Burkina Faso, la Mauritanie. Nous serons tout un groupe pour huiler un peu ce processus. Et d'ici la mi-juillet, les choses pourraient démarrer.

## **Vous avez parlé de la Libye. Est-ce que vous faites partie de ceux qui pensent que le coup de force du général Khalifa Haftar dans l'est de la Libye va peut-être permettre de percer l'abcès ?**

Alors il y a également au plan politique le fait qu'il y ait des élections législatives pour ce 25 juin. La Libye continue de nous préoccuper, mais en tant que voisin lié par tant d'affinités à ce peuple, nous ne désespérons pas que la Libye surmontera cette crise.

## **Avec ou sans ce général Haftar ?**

C'est l'un des acteurs sur la scène libyenne et depuis longtemps d'ailleurs. Il y a différents épisodes dans lesquels le général Khalifa Haftar, dans le temps colonel, a joué un rôle. Nous pensons que tous les acteurs libyens, d'une manière ou d'une autre, doivent contribuer à l'édification de la nouvelle Libye, en paix avec elle-même et en paix avec ses voisins.

## **L'armée algérienne n'aime pas sortir de son territoire, chacun le sait. Pourtant exceptionnellement le mois dernier, elle s'est déployée sur quelques dizaines de kilomètres en profondeur en territoire libyen, est-ce le signe que vraiment la question sécuritaire est très grave pour vous ?**

D'abord je ne peux pas vous confirmer que l'armée algérienne soit sortie du territoire national. Je préfère pour ma part considérer la règle que vous avez rappelée qui consiste, pour les forces algériennes, à rester sur les frontières nationales. Mais incontestablement l'Algérie a déployé des efforts colossaux pour veiller à ce que son territoire national soit protégé contre toute velléité de la part de groupes terroristes. Donc c'est un moment très fort dans lequel l'Algérie se veut exportatrice de stabilité pour les voisins.

**Il y a quinze ans à Alger, l'Union africaine a décidé de sanctionner les régimes anticonstitutionnels et beaucoup s'étonnent aujourd'hui du retour dans l'Union africaine du régime égyptien, issu du coup de force de l'année dernière ? Qu'est-ce que vous en pensez ?**

Ces situations liées de ce que vous, medias étrangers, appelez « Printemps arabe », ont posé des défis considérables à la doctrine de l'Union africaine en matière de changement anticonstitutionnel de gouvernement. Depuis lors évidemment, le panel de haut niveau présidé par le président Alpha Oumar Konaré a fait beaucoup de missions. Et l'Union africaine en est arrivé à considérer qu'après l'élection du président Abdel Fattah al-Sissi, il était important pour l'affinement de la doctrine de l'Union africaine face à ce phénomène nouveau de changement, n'entrant pas complètement dans la Constitution mais n'étant pas forcément contre la volonté populaire, il était donc important de laisser à l'Egypte le soin de revenir pour sans doute affiner, actualiser, la doctrine de l'Union africaine en matière de changement anti-constitutionnel.

**Trois journalistes d'Al-Jazeera condamnés à 7 ans de prison au Caire. Est-ce que ça vous choque ?**

Les journalistes sont parfois amenés dans le contexte de ce que vous appelez « Printemps arabe » à être des acteurs des dynamiques politiques, en bien ou en mal. Je ne vais pas me mettre aujourd'hui à dire du mal d'Al-Jazeera ou d'un autre organe, mais incontestablement beaucoup dans la rue, en Algérie et ailleurs, ne regardent plus Al-Jazeera aujourd'hui, précisément parce qu'ils sont arrivés à la conclusion que Al-Jazeera, dans bien des cas, malheureusement a jeté de l'huile sur le feu.